



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 11 du 2 mai 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 2 mai 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	500
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	500
Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales.....	500
Arrêté du 29 avril 2013 portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Pays de l'Orne.....	500
Arrêté du 29 avril 2013 portant modification des statuts du Contrat de Rivière Woigot.....	500
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	500
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	500
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	500
Arrêté du 12 avril 2013 autorisant le retrait de la commune de THELOD du syndicat scolaire intercommunal du SAINTOIS.....	500
Bureau des procédures environnementales.....	501
Arrêté du 16 avril 2013 portant déclaration d'utilité publique le projet d'acquisition par la mairie de VITREY l'immeuble, situé 6, rue des Pâtis, en vue de permettre la construction d'un parking collectif et d'un arrêt de bus sécurisé pour les transports scolaires.....	501
Arrêté du 16 avril 2013 portant dérogation n° 2 à la limite de qualité du paramètre mercure total pour les eaux destinées à la consommation humaine distribuées par la commune de VACQUEVILLE.....	502
Arrêté du 23 avril 2013 déclarant cessibles les parcelles cadastrées, section AP n° 112, 2, rue de la Mortagne à LAXOU, et AR n° 12, parc Saint-Jacques à MAXEVILLE, nécessaires à la réalisation du projet de restructuration du centre commercial « La Cascade », quartier Champ-le-Boeuf.....	503
Arrêté du 23 avril 2013 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation de la déviation de la route départementale 974 à ALLAIN et valant mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols de la commune d'ALLAIN.....	504
Arrêté du 23 avril 2013 déclarant cessibles les parcelles nécessaires à la réalisation de la déviation de la route départementale 974 à ALLAIN.....	505
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	506
Bureau de l'interministérielle.....	506
Arrêté N° 13.OSD.02 du 29 avril 2013 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Béatrice GILLE, rectrice de l'académie de Nancy-Metz.....	506
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	506
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	506
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	506
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-028 en date du 19 avril 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de rechargement en enrobés de la section courante de l'autoroute A31, sens Beaune-Luxembourg, entre les PR 255+400 et 257+400.....	506
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	508
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	508
Etablissements de santé.....	508
Arrêté n° 2013-0292 en date du 8 avril 2013 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Institut de Cancérologie de Lorraine.....	508
Arrêté n° 2013-0296 en date du 11 avril 2013 fixant la composition nominative du Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier Intercommunal de POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE - Département de la Meurthe-et-Moselle.....	509
Service VSSE.....	509
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0312 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013.....	509
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0313 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013.....	510
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0314 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013.....	511
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0315 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013.....	512
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0316 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013.....	513
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0317 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013.....	513
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0318 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013.....	514
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0319 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013.....	515
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0320 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013.....	516
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0321 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013.....	516
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0322 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013.....	517
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0323 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013.....	518
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	519
Service produits de santé et biologie.....	519
Arrêté ARS n° 2013-0307 du 16 avril 2013 modifiant l'autorisation de fonctionnement du lactarium à usage intérieur de la Maternité Régionale Universitaire de NANCY pour l'étendre à un usage extérieur.....	519
Arrêté ARS n° 2013-0342 du 18 avril 2013 portant modification des éléments figurant dans l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur de l'Association Hospitalière de JOEUF.....	519
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	520
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	520
Récépissé du 8 mars 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/749906343 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - EURL Dominique NICOLAS à AINGERAY (54460).....	520
Récépissé du 19 mars 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/791167844 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Monsieur FREDERIC Jérôme, auto entrepreneur, à CHAMPIGNEULLES (54250).....	521
Récépissé du 8 avril 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/791351901 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Madame MISTROT Adeline, auto entrepreneur, à CUSTINES (54670).....	521
Récépissé du 11 avril 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/792127961 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Monsieur DEMERSEMAN Maël, responsable de l'Eurl PASSION JARDIN, à SAIZERAIS (54380).....	522
Arrêté du 16 avril 2013 accordant la qualité de SCOP à la société FERM'ISOL à 54850 MESSEIN.....	522
Décision d'agrément du 26 avril 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association LES PETITS DEBROUILLARDS DU GRAND EST à MAXEVILLE.....	523
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	523
RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS.....	523
Arrêté N° 2013-DREAL-RMN-97 du 19 avril 2013 autorisant la capture à des fins scientifiques ou de sauvetages, le transport et le marquage de spécimens d'espèces animales protégées (chiroptères).....	523
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	524
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	524
Unité forêt - chasse.....	524

Arrêté n° 194 du 29 avril 2013 fixant les plans de chasse dans le département de Meurthe-et-Moselle pour la campagne 2013/2014	524
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE	525
SOLIDARITE - INSERTION	525
Arrêté N° DDSCS/SI/2013-05 du 25 mars 2013 portant retrait d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	525
Arrêté N° DDSCS/SI/2013-09 du 18 avril 2013 fixant la liste des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs du département de Meurthe-et-Moselle	525
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....	529
Arrêté du 18 avril 2013 portant agrément de l'Union Fédérale des Consommateurs Que-Choisir de NANCY et environs.....	529
ACADEMIE DE NANCY-METZ.....	529
Arrêté du 2 avril 2013 portant recrutement de quatre adjoints administratifs de 2ème classe du ministère de l'Education Nationale et de l'enseignement supérieur, par la voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat (PACTE).....	529
AUTRES SERVICES.....	530
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	530
DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES.....	530
Délégation de signature 2013-04-22 du 22 avril 2013.....	530
L'AUTRE CANAL.....	531
Décision n° 64-2013 du 25 mars 2013 portant tarification des concerts : Avril – Mai – Juin 2013.....	531

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY***Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales***Arrêté du 29 avril 2013 portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Pays de l'Orne**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5214-1 et suivants ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010 ;
VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2000 portant création de la Communauté de Communes du Pays de l'Orne ;
VU la délibération du 11 décembre 2012 du conseil communautaire décidant la modification de l'adresse de la Communauté de Communes du Pays de l'Orne ;
VU la notification aux communes membres le 31 janvier 2013 ;
VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :
- AUBOUÉ (26 février 2013), HATRIZE (18 février 2013), HOMECOURT (20 mars 2013), JOEUF (14 février 2013), JOUAVILLE (7 février 2013), MOINEVILLE (21 février 2013), MOUTIERS (29 mars 2013) et VALLEROY (18 février 2013) ;
VU l'arrêté préfectoral N° 13.BI.06 du 2 avril 2013 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY ;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : Sont approuvés les nouveaux statuts de la Communauté de Communes du Pays de l'Orne, incluant la modification d'adresse.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le président de la Communauté de Communes du Pays de l'Orne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 29 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification.

Arrêté du 29 avril 2013 portant modification des statuts du Contrat de Rivière Woigot

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5214-1 et suivants ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010 ;
VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1987 portant création du syndicat « Contrat de Rivière Woigot » ;
VU la délibération du 27 mars 2012 du conseil communautaire du Contrat de Rivière Woigot, décidant la modification des statuts du Contrat de Rivière Woigot ;
VU la notification aux communes membres le 7 janvier 2013 ;
VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :
- ANOUX (1er février 2013), AVRIL (29 janvier 2013), LES BAROCHES (23 janvier 2013), BETTAINVILLERS (21 février 2013), BRIEY (28 janvier 2013), LANTEFONTAINE (23 janvier 2013), LUBEY (8 février 2013), MAIRY MAINVILLE (14 janvier 2013), MANCE (17 janvier 2013) et MANCIEULLES (22 février 2013) ;
VU l'absence de délibération, valant avis favorable de la commune de MONT BONVILLERS ;
VU les avis défavorables des communes de TRIEUX (28 février 2013) et TUCQUEGNIEUX (30 janvier 2013) ;
VU l'arrêté préfectoral N° 13.BI.06 du 2 avril 2013 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY ;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : Sont approuvés les nouveaux statuts du Contrat de Rivière Woigot.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le président du Contrat de Rivière Woigot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 29 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification.

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**DIRECTION DE L'ACTION LOCALE***Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté du 12 avril 2013 autorisant le retrait de la commune de THELOD du syndicat scolaire intercommunal du SAINTOIS**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-19 et L5211-25-1 ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 1973 portant création du syndicat intercommunal scolaire du Saintois ;
VU la délibération du conseil municipal de la commune de THELOD en date du 26 septembre 2008 demandant son retrait du syndicat scolaire intercommunal du SAINTOIS ;
VU la délibération du 26 mars 2010, par laquelle le comité syndical du syndicat scolaire intercommunal du SAINTOIS autorise ce retrait ;
VU l'avis favorable des communes de :
- CLEREY-SUR-BRENON du 17 juin 2010
- DOMMARIE-EULMONT du 9 juillet 2010
- FORCELLES-SAINT-GORGON du 7 juin 2010
- GOVILLER du 7 juin 2010
- HAMMEVILLE du 14 mai 2010
- HOUDREVILLE du 26 juin 2010
- LALOEUF du 2 juillet 2010
- OGNEVILLE du 4 juin 2010
- OMELMONT du 22 juin 2010
- QUEVILLONCOURT du 27 mai 2010
- THOREY LYAUTEY du 2 août 2010
- VEZELISE du 29 juillet 2010
- VITREY du 31 mai 2010 ;
VU l'arrêté préfectoral du 16 mars 2011 autorisant le retrait de la commune de THELOD du syndicat scolaire intercommunal du SAINTOIS annulé par jugement du 19 mars 2013 du tribunal administratif de Nancy ;
CONSIDÉRANT que la majorité requise par l'article L5211-19 du code général des collectivités territoriales pour le retrait de la commune de THELOD du syndicat scolaire intercommunal du SAINTOIS est atteinte ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le retrait de la commune de THELOD du syndicat scolaire intercommunal du SAINTOIS est autorisé.

Article 2 : Ce retrait s'effectue dans les conditions prévues à l'article L 5211-25-1.

A défaut d'accord entre le conseil syndical du syndicat scolaire du SAINTOIS et le conseil municipal de THELOD sur la répartition des biens ou du produit de leur réalisation et du solde de l'encours de la dette visés au 2° de l'article L5211-25-1 du code général des collectivités territoriales, cette répartition est fixée par arrêté préfectoral.

Cet arrêté est pris dans un délai de six mois suivant la saisine du préfet soit par le syndicat scolaire intercommunal du SAINTOIS, soit par la commune de THELOD.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois suivant sa notification aux collectivités territoriales concernées et sa publication.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le président du syndicat scolaire intercommunal du SAINTOIS et la maire de la commune de THELOD sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux communes membres du syndicat et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 16 avril 2013 portant déclaration d'utilité publique le projet d'acquisition par la mairie de VITREY l'immeuble, situé 6, rue des Pâtis, en vue de permettre la construction d'un parking collectif et d'un arrêt de bus sécurisé pour les transports scolaires

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 et suivants et R11-1 et suivants, L12-2 et L21-1 ;
VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2243-1 à L.2243-4 ;
VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière, et notamment l'article 7 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU la délibération du conseil municipal de la commune de Vitrey du 4 janvier 2012 déclarant l'immeuble sis, 6, rue des Pâtis à VITREY (54330), parcelles cadastrées section AB n°145 et AB n°146 à VITREY (54330), pour une contenance de 355 m2., en état d'abandon manifeste, et décidant d'engager la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de permettre la construction d'un parking collectif et d'un arrêt de bus sécurisé pour les transports scolaires ;
VU le procès-verbal définitif du 5 janvier 2012 du maire de Vitrey constatant l'état d'abandon manifeste de l'immeuble susvisé ;
VU les estimations établies le 17 octobre 2010 et le 29 janvier 2013 par la direction générale des finances publiques, service évaluation-conseil, établissant la valeur vénale du bien concerné à 10 000 euros ;
VU le dossier constitué par le maire de Vitrey, présentant le projet simplifié d'acquisition publique et l'évaluation sommaire de son coût, mis à la disposition du public du 15 octobre au 17 novembre 2012 ;
VU la délibération du conseil municipal de la commune de Vitrey du 15 février 2013 rappelant l'historique de la procédure, les modalités pratiques d'organisation de la consultation publique ainsi que les résultats de cette consultation, déclarant l'immeuble en cause en état d'abandon manifeste et autorisant le maire à poursuivre la procédure d'expropriation ;
VU la demande du maire de Vitrey du 22 mars 2013 de déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement d'un parking collectif et d'un arrêt de bus sécurisé pour les transports scolaires ;
CONSIDÉRANT que les mesures de publicité ont régulièrement été respectées ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le projet de construction d'un parking communal et d'un arrêt de bus pour les transports scolaires nécessitant l'acquisition par voie d'expropriation d'un immeuble en état d'abandon manifeste, sis 6, rue des Pâtis à VITREY (54330), cadastrée section AB n°145 et AB n°146 à VITREY (54330), pour une contenance de 355 m2, est déclaré d'utilité publique.

Article 2 : La commune de VITREY est autorisée à acquérir l'immeuble visé à l'article 1 du présent arrêté, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

L'expropriation doit être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 3 : L'immeuble ainsi que les parcelles de terrain désignés sur l'état et le plan parcellaires annexés au présent arrêté, nécessaires à l'opération pour permettre la réalisation des travaux d'aménagement d'un parking collectif et d'un arrêt de bus sécurisé pour les transports scolaires sur le territoire communal de VITREY, sont déclarés immédiatement cessibles à la commune précitée.

La présente déclaration de cessibilité est valable pour une durée de six mois. A défaut de cession amiable, il sera procédé à l'acquisition par voie d'expropriation légale.

Article 4 : Le présent arrêté est affiché, dès réception, à la mairie de VITREY, aux lieux habituels d'information du public, pendant la durée de deux mois. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par la production d'un certificat d'affichage établi par le maire.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Article 5 : Le présent arrêté est notifié par le maire de la commune de VITREY en pli recommandé avec avis de réception, aux propriétaires, ou titulaires de droits réels immobiliers et autres intéressés.

Article 6 : Le présent arrêté fixe le montant de l'indemnité provisionnelle allouée aux propriétaires ou titulaires de droits réels immobiliers et autres intéressés à la somme de 10 000, 00 euros, comme mentionné à l'annexe 3 par délibération du 15 février 2013 du conseil municipal de la commune de VITREY.

Article 7 : La date de prise de possession après paiement, ou en cas d'obstacle au paiement, après consignation de l'indemnité provisionnelle, pourra intervenir au plus tôt deux mois après la publication du présent arrêté

Article 8 : La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de VITREY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la présidente du tribunal administratif de Nancy.

Nancy, le 16 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 16 avril 2013 portant dérogation n° 2 à la limite de qualité du paramètre mercure total pour les eaux destinées à la consommation humaine distribuées par la commune de VACQUEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, R.1321-1 à R.1321-63, D.1321-103 à D.1321-105 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 25 novembre 2003 relatif aux modalités de demande de dérogation aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles mentionnées aux articles R.1321-31 à R.1321-36 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 05 mars 2010 portant dérogation à la limite de qualité du paramètre mercure total pour les eaux destinées à la consommation humaine par la commune de Vacqueville ;

VU l'avis du centre antipoison et de toxicovigilance de Nancy sur la présence de mercure dans l'eau de distribution de la commune de Vacqueville du 16 août 2007 ;

VU la seconde demande de dérogation de distribution d'une eau dépassant la limite de qualité pour le paramètre mercure du maire de Vacqueville du 10 septembre 2012 ;

VU le dossier joint à la demande, conformément à l'arrêté du 25 novembre 2003 précité ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 11 avril 2013 ;

CONSIDERANT l'obligation de fournir une eau destinée à la consommation humaine respectant les limites et références de qualité fixées par l'arrêté du 11 janvier 2007 ;

CONSIDERANT que la qualité de l'eau distribuée par la commune de Vacqueville présente des teneurs en mercure total supérieures à la limite de qualité fixée à 1 µg/L ;

CONSIDERANT que l'utilisation de cette eau ne constitue pas un danger potentiel pour la santé des personnes, conformément aux recommandations de l'Organisation Mondiale pour la Santé de 2006 et à l'avis du centre antipoison et de toxicovigilance de Nancy du 16 août 2007, si les teneurs ne dépassent pas 6 µg/L pour le mercure inorganique et 1 µg/L pour le mercure organique ;

CONSIDERANT que la commune de Vacqueville a mis en œuvre les dispositions de l'arrêté préfectoral du 05 mars 2010 susvisé et notamment la création d'un forage de substitution de la source communale à l'origine de la contamination du réseau de distribution d'eau par du mercure ;

CONSIDERANT que la source contaminée par du mercure a été déconnectée du réseau de distribution d'eau le 05 décembre 2012 ;

CONSIDERANT que le nouveau forage, mis en service le 05 décembre 2012, respecte les limites de qualité pour le paramètre mercure total ;

CONSIDERANT que les teneurs non-conformes en mercure observées dans l'eau distribuée, en dépit de la mise en service du nouveau forage, s'explique, selon les connaissances scientifiques actuelles, par un phénomène d'accumulation du mercure sur les matériaux constitutifs du réseau de distribution par adsorption, et ce depuis que la source communale fut contaminée ;

CONSIDERANT le programme d'amélioration visant à engager des mesures correctives permettant l'amélioration de la qualité des eaux distribuées à la population proposé par le maire de la commune de Vacqueville ;

CONSIDERANT l'absence d'autres moyens existants ou raisonnables permettant l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Vacqueville ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de déroger à la limite de qualité fixée pour le paramètre mercure total ;

CONSIDERANT la demande de dérogation, complète et conforme, déposée par le maire de la commune de Vacqueville pour une durée de deux ans ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Objet

La commune de Vacqueville est autorisée à distribuer, sur son réseau communal, une eau destinée à la consommation humaine dont la teneur en mercure total dépasse la limite de qualité réglementaire visée à l'article R.1321-2 du code de la santé publique et fixée par l'arrêté du 11 janvier 2007 à 1 µg/L.

Article 2 - Durée de la dérogation

La présente autorisation prend fin dès la mise en place de mesures d'actions permettant la délivrance d'une eau destinée à la consommation humaine conforme aux limites de qualité, ou au plus tard à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 3 - Valeurs maximales

Les valeurs maximales fixées par la présente dérogation sont de 6 µg/L pour le mercure inorganique.

Article 4 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé suivant un programme spécifique renforcé et fixé par la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Ce suivi inclut notamment un contrôle tous les mois du paramètre mercure total sur la ressource et aux points de mise en distribution ainsi que la réalisation d'une spéciation sur l'eau brute et une sur l'eau distribuée.

Article 5 - Restriction de consommation de l'eau

En cas de dépassement des valeurs fixées à l'article 3, une restriction de consommation est prononcée ; l'eau ne doit plus être utilisée pour la consommation et la préparation des aliments. Le maire prendra toute disposition pour en informer la population. Une analyse de contrôle sera diligentée dans les plus brefs délais par la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Article 6 - Recommandations particulières

Les enfants et femmes enceintes sont invitées à limiter leur consommation de poissons carnivores tels que le thon, dorade ou brochet à 2 repas par mois. Les autres poissons peuvent être consommés sans précaution particulière selon les usages courants, conformément à l'avis du centre antipoison et de toxicovigilance de Nancy.

Article 7 - Informations destinées à la population

Le maire de Vacqueville informe les habitants par voie d'affichage et par courrier de la présente dérogation et des modalités qui l'accompagnent. Cette information est effectuée dans un délai de trente jours à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il adresse à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine un courrier signifiant l'accomplissement de cette tâche accompagnée de la note d'information diffusée aux habitants.

Article 8 - Actions destinées à améliorer la qualité de l'eau

Le programme d'actions, proposé par le maire de la commune de Vacqueville et présenté en annexe du présent arrêté, est mis en œuvre.

Le maire de la commune de Vacqueville transmet régulièrement un état d'avancement du programme d'actions qu'il réalise à la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Article 9 - Modalités de prolongation de l'autorisation

Une troisième dérogation peut être accordée par le préfet dans les conditions fixées à l'article R. 1321-33 du code de la santé publique si les délais ne sont pas tenus par la collectivité, dans la limite d'une durée cumulée ne dépassant pas trois ans.

Le maire de la commune de Vacqueville peut, conformément à l'article R.1321-32 du code de la santé publique, faire la demande auprès du préfet pour l'octroi d'une troisième dérogation en présentant des éléments motivant la demande de prolongation de l'autorisation de distribuer une eau ne respectant pas les exigences de qualité réglementaires. Cette demande devra être adressée au plus tard huit mois avant la fin de la période dérogatoire.

Article 10 - Voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 11 - Diffusion

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Vacqueville pendant toute sa durée d'application.

Une copie du présent arrêté est adressée à la direction départementale de la protection des populations, à l'agence de l'eau Rhin-Meuse et au tribunal administratif.

Article 12 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, le maire de la commune de Vacqueville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 16 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL
PROGRAMME D'ACTIONS MIS EN ŒUVRE POUR PARVENIR AU RETOUR A UNE BONNE QUALITE DE L'EAU

Actions :

L'objectif est d'éliminer le mercure accumulé dans le réseau. La commune envisage 2 actions :

- purger le réseau d'eau potable afin d'accélérer le phénomène de désorption du mercure ;
- procéder à un nettoyage du réseau par le procédé « air lift » afin d'éliminer les résidus de corrosion des canalisations en fonte dans lesquelles du mercure s'est aussi accumulé.

La collectivité a démarré la campagne de purge en septembre 2012. Lors d'une opération de purge, sont consignés la date, le lieu, l'heure, la durée, le volume purgé et des observations sur l'état de l'eau.

La collectivité procède par secteur et vérifie l'efficacité des actions par un prélèvement d'eau ciblé sur le quartier traité. La fin de la campagne de purges est estimée pour juillet 2013.

La mise en place du procédé « air lift » nécessite préalablement des aménagements sur le réseau d'eau potable avec notamment la pose de nouvelles vannes. La mise en œuvre du procédé « air-lift » sera mis en œuvre dans les quartiers où la campagne de purge n'aurait pas permis un retour à la conformité de l'eau.

Information du public :

Monsieur le Maire continuera à informer régulièrement les habitants de la qualité de l'eau distribuée sur la commune et de l'avancement du programme d'actions.

Arrêté du 23 avril 2013 déclarant cessibles les parcelles cadastrées, section AP n° 112, 2, rue de la Mortagne à LAXOU, et AR n° 12, parc Saint-Jacques à MAXEVILLE, nécessaires à la réalisation du projet de restructuration du centre commercial « La Cascade », quartier Champ-le-Boeuf

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L11-8 et les articles R.11-19 à R.11-31 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article L.211-4 ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière, et notamment l'article 7 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la délibération du 19 novembre 2004 du conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Nancy décidant à l'unanimité l'engagement du projet de rénovation urbaine sur sept des principaux quartiers d'habitat social de l'agglomération, dont le Plateau de Haye, regroupant les quartiers Champ-le-Boeuf, Haut-du-Lièvre, Solvay et les Aulnes, et classé en zone franche urbaine depuis le 1er janvier 2004 ;

VU la délibération du 21 décembre 2006 du conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Nancy autorisant son président à signer la convention à intervenir avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (A.N.R.U) et la signature de la convention A.N.R.U. du 19 janvier 2007 et ses avenants du 24 avril 2009, 24 juin 2009 et 27 mai 2010 ;

VU la convention du 4 août 2010 entre la communauté urbaine du Grand Nancy et l'Etablissement public national d'aménagement et de

restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (Epareca), bénéficiaire de la demande de déclaration d'utilité publique, définissant les engagements de chacune des parties concernant le projet ;
VU les délibérations du conseil d'administration d'Epareca du 25 février 2009 et du 16 décembre 2009 relatives à l'engagement d'investissement sur le projet précité et autorisant notamment son directeur général à engager les procédures au sens des dispositions prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
VU le dossier établi par Epareca en vue de l'enquête parcellaire ;
VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2011 prescrivant l'ouverture, du 23 janvier au 22 février 2012 inclus, d'une enquête parcellaire ;
VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de l'enquête parcellaire ;
VU les résultats de l'enquête parcellaire et l'avis favorable du 8 mars 2012 du commissaire enquêteur ;
VU la notification individuelle aux propriétaires concernés, pour le dépôt du dossier d'enquête dans les mairies concernées et au centre intercommunal de Laxou et Maxéville (CILM) ;
VU l'arrêté préfectoral du 23 mai 2012 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la restructuration du centre commercial « La Cascade » sur le territoire des communes de Laxou et Maxéville, quartier Champs-le-Boeuf, complété par l'arrêté préfectoral portant modification de la déclaration d'utilité publique du 8 janvier 2013 ;
VU la demande du 18 mars 2013 du directeur général de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (Epareca) sollicitant un arrêté de cessibilité des parcelles et lots correspondants concernés par l'opération, cadastrés section AP n°112, 2, rue de la Mortagne, sur le territoire de la commune de LAXOU, et section AR, n°12, parc Saint Jacques, sur le territoire de la commune de MAXEVILLE ;
CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;
CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir les parcelles et lots correspondants, susvisés destinées à la réalisation du projet de restructuration du centre commercial « La Cascade », sur les communes de Laxou et Maxéville ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les parcelles et lots correspondants, désignés dans le dossier d'enquête parcellaire annexé au présent arrêté, comprenant notamment le plan parcellaire et l'état parcellaire des immeubles à acquérir, et précisant l'emplacement de la ligne divisoire, sont déclarés immédiatement cessibles au profit de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (Epareca) .

Article 2 : Le présent arrêté de cessibilité est valable pour une durée de six mois.

Article 3 : L'acquisition par Epareca des parcelles et lots correspondants mentionnés dans l'état parcellaire annexé au présent arrêté peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié par l'expropriant, le directeur général de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (Epareca), en pli recommandé avec avis de réception, aux propriétaires figurant sur l'état parcellaire.

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur général de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (Epareca) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée pour information aux maires des communes de Laxou et Maxéville.

Nancy, le 23 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 23 avril 2013 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation de la déviation de la route départementale 974 à ALLAIN et valant mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols de la commune d'ALLAIN

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R. 11-1 à R. 11-3 ;
VU le code de l'environnement, et notamment ses articles R. 123-1 à R. 123-26 ;
VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 123-14, L. 123-14-2, L. 123-16 et R. 123-23 à R. 123-25 ;
VU le code du patrimoine, et notamment ses articles L. 521-1 et suivants relatifs à l'archéologie préventive ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune d'Allain ;
VU la délibération n° 7351 du 30 septembre 2004 de l'Assemblée délibérante du Conseil général de Meurthe-et-Moselle adoptant le projet de réalisation d'une déviation de la RD 974 à Allain et autorisant son Président à lancer toutes les procédures administratives et réglementaires en vue de permettre la réalisation du projet susvisé ;
VU l'avis de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement sur l'étude d'impact du 31 août 2012 ;
CONSIDÉRANT que le Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle a sollicité, par courrier du 6 septembre 2011, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation de la déviation de la RD 974 à Allain et valant mise en compatibilité du POS d'Allain ;
CONSIDÉRANT que j'ai déclaré recevable les dossiers présentés le 5 juin 2012 ;
CONSIDÉRANT que les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du POS d'Allain ont fait l'objet d'un examen conjoint le 5 septembre 2012 dans les conditions prévues par l'article L. 123-14-2 du code de l'urbanisme ;
CONSIDÉRANT que j'ai ordonné, par arrêté préfectoral du 21 août 2012, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet susvisé valant mise en compatibilité du POS d'Allain du 17 septembre 2012 au 18 octobre 2012 inclus ;
CONSIDÉRANT que le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation de la déviation de la RD 974 à Allain sous réserve que les plans de zonage intégrés au dossier de mise en compatibilité du POS d'Allain soient modifiés pour rendre compatibles leurs tracés de l'emplacement réservé n° 1 avec le tracé du plan parcellaire délimitant le périmètre de l'emprise du projet ;
CONSIDÉRANT que M. le sous-préfet de Toul a émis un avis favorable à la déclaration d'utilité publique du projet sous réserve de la prise en compte de la réserve émise par le commissaire-enquêteur dans ses conclusions motivées ;
Considérant que le Conseil général de Meurthe-et-Moselle a apporté le 28 décembre 2012 les modifications aux plans de zonage intégrés au dossier de mise en compatibilité du POS d'Allain en vue de lever la réserve émise par le commissaire-enquêteur ;
CONSIDÉRANT que le conseil municipal d'Allain a émis un avis favorable le 22 février 2013 sur le dossier de mise en compatibilité du plan d'occupation des sols communal ;
CONSIDÉRANT que l'ensemble des formalités réglementaires ont été respectées ;

CONSIDÉRANT, après analyse des dossiers soumis à enquête publique, et à la lecture des observations du public formulées pendant l'enquête, des conclusions du commissaire-enquêteur, et des avis émis par M. le sous-préfet de Toul, le conseil municipal d'Allain et l'autorité administrative compétente en matière d'environnement :

- que ce projet de déviation routière présente un caractère d'utilité publique puisque les avantages du projet l'emportent sur ses inconvénients ;
- que la modification du POS de la commune d'Allain s'avère indispensable pour rendre compatible ce document d'urbanisme avec la réalisation du projet de déviation de la RD 974 à Allain ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les travaux nécessaires à la réalisation de la déviation de la RD 974 à Allain sont déclarés d'utilité publique.

Article 2 : La présente déclaration d'utilité publique est prononcée au profit du Conseil général de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Le Conseil général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à acquérir les immeubles nécessaires à la réalisation du projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 4 : La délibération du Conseil général de Meurthe-et-Moselle du 6 décembre 2012 exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération est jointe au présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté emporte mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune d'Allain, conformément aux documents suivants annexés :

- 1 - notice explicative
- 2 - pièces existantes à modifier
- 3 - ancien et nouvel emplacement réservé
- 4 - pièces adaptées

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché dans la commune d'Allain pendant deux mois aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs, et fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, ainsi que le maire de la commune d'Allain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à :

- M. le président du tribunal administratif de Nancy ;
- M. le sous-préfet de Toul ;
- M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le directeur régional des affaires culturelles.

Nancy, le 23 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 23 avril 2013 déclarant cessibles les parcelles nécessaires à la réalisation de la déviation de la route départementale 974 à ALLAIN

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-6, et R.11-1 à R. 11-31 ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la délibération n° 7351 du 30 septembre 2004 de l'Assemblée délibérante du Conseil général de Meurthe-et-Moselle adoptant le projet de réalisation d'une déviation de la RD 974 à Allain et autorisant son Président à lancer toutes les procédures administratives et réglementaires en vue de permettre la réalisation du projet susvisé ;

VU le dossier d'enquête parcellaire ;

CONSIDÉRANT que j'ai ordonné, par arrêté préfectoral du 21 août 2012, l'ouverture d'une enquête parcellaire du 17 septembre 2012 au 18 octobre 2012 inclus sur le territoire de la commune d'Allain ;

CONSIDÉRANT que le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation de la déviation de la RD 974 à Allain ;

CONSIDÉRANT que M. le sous-préfet de Toul a émis un avis favorable à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation de la déviation de la RD 974 à Allain ;

CONSIDÉRANT que j'ai déclaré d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation du projet de déviation routière susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des formalités réglementaires régies par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ont été respectées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les parcelles énumérées dans le plan et l'état parcellaire joints au présent arrêté sont déclarées immédiatement cessibles au profit du Conseil général de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le présent arrêté de cessibilité est valable pour une durée de six mois.

Article 3 : L'acquisition par le Conseil général de Meurthe-et-Moselle des parcelles énumérées dans le plan et l'état parcellaire joints au présent arrêté peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et sera notifié par le Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en pli recommandé avec avis de réception, à chaque propriétaire figurant sur l'état parcellaire joint au présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Conseil général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 23 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté N° 13.OSD.02 du 29 avril 2013 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Béatrice GILLE, rectrice de l'académie de Nancy-Metz

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret n°2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;
VU le décret n°2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
VU les arrêtés interministériels du 21 décembre 1982, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de l'économie et des finances et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983, 24 octobre 1983, 5 janvier 1984, 6 août 1984 et 14 février 1991 ;
VU le décret du président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du 28 septembre 2012 nommant Mme Béatrice GILLE rectrice de l'académie de Nancy-Metz ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Article 1er : Délégation de signature est accordée à Mme Béatrice GILLE, rectrice de l'académie de Nancy-Metz, à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées sur le budget ministériel et programme suivants :

Budget du Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État (code 07)

Programme 309 : Entretien des bâtiments de l'État,

pour les opérations immobilières relevant du rectorat et de la direction des services départementaux de l'Éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Un compte-rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés mensuellement.

Article 2 : Délégation de signature est également donnée à la rectrice pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.

Article 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du directeur des finances publiques, qui restent soumis à ma signature.

Article 4 : Mme Béatrice GILLE peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués. La décision de subdélégation me sera adressée pour information et sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le directeur départemental des finances publiques.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE REPRESENTANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Article 6 : Délégation de signature est accordée à Mme Béatrice GILLE, rectrice de l'académie de Nancy-Metz, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur le programmes visé à l'article 1er du présent arrêté. Les niveaux d'évaluation des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Article 7 : Délégation de signature est également accordée Mme Béatrice GILLE, rectrice de l'académie de Nancy-Metz, à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture, la rectrice et le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 avril 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST****DIVISION EXPLOITATION DE METZ**

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-028 en date du 19 avril 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de rechargement en enrobés de la section courante de l'autoroute A31, sens Beaune-Luxembourg, entre les PR 255+400 et 257+400

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges

TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 03 décembre 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 15/04/2013 présenté par le district de Metz ;

VU les avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 08 et 09/04/2013 ;

VU l'avis de la Communauté Urbaine du Grand Nancy en date du 09/04/2013 ;

VU l'information de la commune de Custines ;

VU l'information de la commune de Bouxières-aux-Dames ;

VU l'information de la commune de Frouard ;

VU l'information de la communauté de communes du bassin de Pompey ;

VU la réunion d'information en date du 04/04/2013 réalisée par la DIR-Est en présence de la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle, des collectivités concernées et des forces de l'ordre ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 16/04/2013 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Metz en date du 16/04/2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2. Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A31	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 253+000 au PR 260+000	
SENS	BEAUNE-LUXEMBOURG	
SECTION	Courante : 2x3 voies et 2x2 voies	
NATURE DES TRAVAUX	Rechargement en enrobés	
PERIODE GLOBALE	Du 22 avril au 03 mai 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- Basculement total du sens 1 (Beaune-Luxembourg) sur sens 2 (Luxembourg-Beaune) de type 2+1 et 0 puis 1+1 et 0 - Fermeture des bretelles entrée/sorties des échangeurs n° 22 de Frouard et n° 23 de Bouxières-aux-Dames, dans le sens 1	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Champigneulles	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Champigneulles

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Les nuits des 22, 23, 24, 25 et 29 avril 2013, ainsi que la nuit du 2 mai 2013, de 21h00 à 6h00	Du PR 253+000 au PR 258+600 sens 1 Du PR 260+000 au PR 254+900 sens 2 Échangeurs n°22 et n°23 sens 1	Neutralisation de la voie de droite et de la voie médiane puis basculement du sens 1 sur le sens 2 aux ITPC des PR 255+000 et 258+500 Neutralisation de la voie de gauche Fermetures des bretelles d'entrée et de sortie des échangeurs n°22 de Frouard et n°23 de Bouxières-aux-Dames	La vitesse est ramenée de 90 à 70 km/h. Interdiction de doubler pour les véhicules dont le PTAC est supérieur à 3,5T. En entrée et sortie de basculement, la vitesse est limitée à 50km/h. La circulation s'établit sur 2 voies. La vitesse est ramenée de 90 à 70 km/h. Interdiction de doubler pour les véhicules dont le PTAC est supérieur à 3,5T. Les usagers circulant sur l'A31 en provenance de Nancy souhaitant emprunter les sorties des échangeurs n°22 de Frouard ou n°23 de Bouxières continueront sur l'A31 en direction de Metz jusqu'à l'échangeur n°24 de Custines où ils feront demi-tour pour reprendre l'A31 en direction de Nancy et retrouver les sorties n°22 et n°23. Les usagers en provenance de Frouard souhaitant emprunter l'A31 en direction de Metz au niveau de l'échangeur n°22 seront déviés sur l'A31 en direction de Nancy jusqu'à l'échangeur n°19 de Laxou où ils feront demi-tour pour reprendre l'A31 en direction de Metz. Les usagers en provenance de Bouxières-aux-Dames souhaitant emprunter l'A31 en direction de Metz au niveau de l'échangeur n°23 seront déviés sur l'A31 en direction de Nancy jusqu'à l'échangeur n°19 de Laxou où ils feront demi-tour pour reprendre l'A31 en direction de Metz.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Custines, Bouxières-aux-Dames et Frouard ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse ;
- activation des Panneaux à Messages Variables du secteur.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Custines, Bouxières-aux-Dames et Frouard.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société SCREG-Est,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Nancy, le 19 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Adjoint Exploitation,
Antoine VOGRIG

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté n° 2013-0292 en date du 8 avril 2013 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Institut de Cancérologie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6162-7, L. 6162-8, D. 6162-1 à D. 6162-7 ;
VU le décret n° 2006-261 du 3 mars 2006, relatif aux Conseils d'Administration des Centres de Lutte contre le Cancer ;
VU le remplacement de Monsieur HUMBERT par Monsieur CREHANGE en tant que représentant des usagers ;
CONSIDERANT la demande de l'établissement en date du 08 avril 2013 ;
SUR proposition du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La composition du Conseil d'Administration de l'Institut de Cancérologie de Lorraine est fixée comme suit :

- 1) Le représentant de l'Etat dans le département, Président de droit :
 - Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle.
- 2) Le Directeur de l'Unité de Formation et de Recherche de Médecine :
 - Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Doyen de la Faculté de Médecine de Nancy.
- 3) Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire :
 - Monsieur Bernard DUPONT, Directeur Général du CHU de Nancy.
- 4) Une personnalité scientifique désignée par l'Institut National du Cancer :
 - Madame Christiane BRANLANT, Directeur de recherche au CNRS.
- 5) Un représentant du Conseil Economique et Social Régional (CESR) :
 - Monsieur Patrice SANGIER, Vice-Président du Conseil Economique et Social et Environnement de Lorraine.
- 6) Quatre représentants des personnels du Centre, dont deux désignés par la Commission Médicale et deux par le Comité d'Entreprise dont un ayant le statut de cadre :
 - Monsieur le Professeur Didier PEIFFERT, représentant la Commission Médicale d'Etablissement,
 - Monsieur le Docteur Olivier RANGEARD, représentant la Commission Médicale d'Etablissement,
 - Madame Valérie MICHEL-DOLIVET, Cadre de santé, représentante du Comité d'Entreprise,
 - Madame Nacéra KHATLA, représentante du Comité d'Entreprise.
- 7) Quatre personnalités qualifiées, dont au moins un médecin :
 - Monsieur Didier SARTELET, Vice-Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
 - Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle,
 - Madame Daouia BEZAZ, Conseillère Régionale de Lorraine,

- Monsieur le Docteur Jean-Paul SCHLITTER, Secrétaire Général du Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Ordre des Médecins.
- 8) Deux représentants des usagers :
- Monsieur Bernard CREHANGE, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer,
- Monsieur le Docteur Roger SAFFROY.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARS n° 2012-1073 du 12 octobre 2012.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale et le Directeur Général de l'Institut de Cancérologie de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 avril 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté n° 2013-0296 en date du 11 avril 2013 fixant la composition nominative du Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier Intercommunal de POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE - Département de la Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

CONSIDÉRANT la demande de Monsieur Eric GAUTHIER, Directeur par intérim, suite à l'élection du 25 mars 2013 de Madame DARBELET en tant que représentante de la CSIRMT ;

ARRETE

Article 1er : Le conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Pompey / Lay Saint Christophe, 3 rue de l'avant-garde – 54340 POMPEY, établissement public de santé de ressort intercommunal est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant des collectivités territoriales

- Monsieur Laurent TROGLIC, maire de la commune de POMPEY ;

- Madame Annie MORE, représentante de la commune de FROUARD ;

- Madame Michèle BARTHELEMY et Monsieur HUET, représentants de la communauté de communes du bassin de Pompey ;

- Monsieur Jean-Marie UHLRICH, représentant du conseil général du département de Meurthe et Moselle.

2° en qualité de représentant du personnel médical et non médical

- Madame DARBELET, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

- Madame le Docteur FLUCK et Madame le Docteur Florence GLATH, représentants de la commission médicale d'établissement ;

- Madame Nadine DAUMAS et Madame Brigitte GOBERT, représentantes désignées par les organisations syndicales (CFDT) ;

3° en qualité de personnalité qualifiée

- Monsieur le Docteur Denis CRAUS et Monsieur Laurent THIRIOT, personnalités qualifiées désignées par le Directeur Général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

- Monsieur Michel SALMON (ADMD) et Madame Marie-Louis MICHEL (UDAF), représentants des usagers désignés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

- Monsieur Benoît GILET, personnalité qualifiée désignée par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le Vice Président du Directoire du Centre Hospitalier de Pompey ;

- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Hospitalier de Pompey (si la structure existe) ;

- Le Directeur de la caisse d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle ;

- Madame Arlette MARIE, représentante des familles de personnes accueillies en EHPAD.

Article 2 : La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

Article 3 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la préfecture de département de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 11 avril 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Service VSSE

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0312 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013

N° FINESSENTITE JURIDIQUE 540 000 031 - N° FINESSENTABLISSEMENT 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2013, par la MATERNITE REGIONALE à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 730 820 € soit :

- 1) 2 701 036 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 398 130 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 95 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 20 588 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 281 519 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 704 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 10 503 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 4 859 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 14 422 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 14 422 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la MATERNITE REGIONALE de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0313 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2013, par le CENTRE HOSPITALIER de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 705 553 € soit :

- 1) 1 670 935 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 461 943 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 23 039 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 052 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 182 983 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 918 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 16 595 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 18 023 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0314 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2013, par le CENTRE HOSPITALIER de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 764 811 € soit :

- 1) 1 717 673 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 522 872 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 23 111 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 671 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 164 848 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 4 171 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 22 198 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 21 930 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 3 010 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 3 010 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0315 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2013, par le CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 531 930 € soit :

- 1) 528 881 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 477 531 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 11 401 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 39 778 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 171 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 3 049 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0316 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2013, par le CENTRE HOSPITALIER de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 678 538 € soit :

- 1) 2 610 977 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 323 850 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 40 104 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 3 344 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 240 457 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 3 222 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 32 136 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 35 425 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0317 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2013, par le Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 93 534 € soit :

93 534 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

93 534 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques Pariset de Bainville-sur-Madon et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0318 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2013, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 230 859 € soit :

230 859 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

180 736 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

49 145 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

978 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0319 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2013, par le Centre hospitalier universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 29 285 920 € soit :

1) 26 229 583 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

23 339 329 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

78 876 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 785 980 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 105 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

23 293 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 2 111 323 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 909 570 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 35 444 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

29 388 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

4 663 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

1 393 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Le délégué territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0320 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2013, par l'Institut de cancérologie Lorrain ALEXIS VAUTRIN à VANDOEUVRE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 701 416 € soit :

1) 3 276 863 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

3 276 863 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

2) 418 617 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 5 936 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Institut de cancérologie Lorrain ALEXIS VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Le délégué territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0321 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2013, par la Maison hospitalière de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 69 766 € soit :

69 766 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

69 766 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0322 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2013, par la MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 235 655 € soit :

1) 234 214 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

232 939 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

1 275 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 1 441 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0323 du 16 avril 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2013, par le Syndicat interhospitalier nancéen de la chirurgie de l'appareil locomoteur à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 611 634 € soit :

- 1) 2 357 058 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant et qui se décompose ainsi :
2 164 649 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
7 926 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
184 312 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
171 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
3) 247 803 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
4) 6 773 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
6 773 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,
Article 2 : Le présent arrêté est notifié au SINCAL à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Service produits de santé et biologie

Arrêté ARS n° 2013-0307 du 16 avril 2013 modifiant l'autorisation de fonctionnement du lactarium à usage intérieur de la Maternité Régionale Universitaire de NANCY pour l'étendre à un usage extérieur
N° FINESSE ENTITE JURIDIQUE 540 000 031

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique (CSP), notamment les articles L. 2323-1, L. 5311-1, et D. 2323-1 à D. 2323-15 ;
VU le décret n° 2010-805 du 13 juillet 2010 relatif aux missions, à l'autorisation et aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des lactariums ;
VU l'arrêté du 25 août 2010 relatif aux tests de dépistage réalisés pour les dons de lait maternel et leurs conditions de réalisation ;
VU la décision du 3 décembre 2007 définissant les règles de bonnes pratiques prévues à l'alinéa 3 de l'article L. 2323-1 du CSP ;
VU l'instruction DGOS /R3 n° 2010-459 du 27 décembre 2010 relative à l'autorisation et à l'organisation des lactariums ;
VU l'arrêté ARS n° 2011/ 207 du 17 mai 2011 portant autorisation de fonctionnement du lactarium à usage intérieur de la maternité régionale universitaire de Nancy ;

CONSIDÉRANT

le dossier de demande d'autorisation déposé par la maternité régionale universitaire de Nancy le 7 janvier 2013, et les compléments à ce dossier reçus à l'Agence régionale de santé de Lorraine le 18 mars 2013 ;

CONSIDÉRANT

l'avis favorable de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) formulé avec des réserves le 8 avril 2013 ;

CONSIDÉRANT

que le site d'implantation du lactarium est une maternité de niveau 3, autorisée en réanimation néonatale, dont le volume d'activité est supérieure annuellement à 1000 litres de lait maternel traité ;

ARRETE

Article 1er : La maternité régionale universitaire de Nancy est autorisée à faire fonctionner un lactarium à usages intérieur et extérieur, situé dans les locaux sis 10 rue du Docteur Heydenreich à NANCY (54042).

Article 2 : Toute coopération avec un établissement de santé lieu de collecte ou lieu de distribution devra être formalisée par une convention signée entre la maternité régionale universitaire et cet établissement bénéficiaire des services de son lactarium. Cette convention sera transmise à l'Agence régionale de santé de Lorraine.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- devant le Tribunal Administratif de Nancy- 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et au Directeur général de l'ANSM, et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de la région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté ARS n° 2013-0342 du 18 avril 2013 portant modification des éléments figurant dans l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur de l'Association Hospitalière de JOEUF

N° FINESSE ENTITE JURIDIQUE 540 000 882 – ETABLISSEMENT 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.5126-5, L. 5126-7, L. 5126-14, R. 5126-1 à R. 5126-3, R. 5126-8 à R. 5126-21 ;
VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière opposables ;
VU les Bonnes Pratiques de Préparation (bulletin officiel n° 2007/7 bis) opposables ;
VU l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;
VU l'arrêté préfectoral n° 506 du 16 septembre 2002 relatif à la création d'une pharmacie à usage intérieur par l'association hospitalière de Joeuf ;

CONSIDÉRANT

La demande de transfert de la pharmacie à usage intérieur, motivée par la restructuration globale du rez-de-chaussée de l'établissement hospitalier où elle est actuellement installée, déposée le 20 février 2013 par l'association hospitalière de Joeuf, 10 place de l'hôtel de ville - 54240 Joeuf ;

CONSIDÉRANT

Que ce transfert est projeté dans les locaux actuellement dévolus à l'activité d'hospitalisation à domicile ;

CONSIDÉRANT

Que ces locaux sont implantés sur le même site à quelques centaines de mètres au sein de l'établissement hospitalier, dont les prescriptions constructives sur la ville de Joeuf ne permettent pas l'extension ;

CONSIDÉRANT

L'avis rendu par le Conseil Central de la section H du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens en date du 16 avril 2013 ;

CONSIDÉRANT

Les conclusions du rapport d'instruction du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique en date du 18 avril 2013 ;

ARRETE

Article 1er : La pharmacie à usage intérieur de l'association hospitalière de Joeuf est autorisée à fonctionner dans des locaux indépendants, dédiés à cette seule activité, situés 26 rue Saint Robert à Joeuf ;

Elle dessert :

- l'établissement de soins médicaux : MCO, SSR, HAD et hôpital de jour,
 - l'établissement d'hébergement pour personne âgées dépendantes,
- situés à cette même adresse.

Article 2 : La PUI est autorisée pour les missions de base des PUI prévues par l'article R. 5126-8 du Code de la Santé Publique :

- la gestion, l'approvisionnement, le contrôle, la détention et la dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L. 4211-1 ainsi que des dispositifs médicaux stériles ;
- la réalisation des préparations magistrales à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques ;
- la division des produits officinaux.

Article 3 : L'établissement s'engage à mettre en œuvre les dispositions permettant d'assurer le respect des bonnes pratiques et des normes techniques en vigueur.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours :

- auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
 - devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux,
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la directrice de l'association hospitalière de Joeuf et dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens

et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Le Directeur Général Adjoint,

Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Récépissé du 8 mars 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/749906343 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - EURL Dominique NICOLAS à AINGERAY (54460)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 26/02/2013 par l'EURL Dominique NICOLAS sise 5 D chemin de la Croix de la Vanne à AINGERAY (54460).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EURL Dominique NICOLAS, sous le n° SAP/749906343.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par l'EURL Dominique NICOLAS est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 08 mars 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 8 mars 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,

Pour le Directeur du Travail,

Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

Le Responsable du pôle emploi,

Raymond DAVID

Récépissé du 19 mars 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/791167844 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Monsieur FREDERIC Jérôme, auto entrepreneur, à CHAMPIGNEULLES (54250)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 18/03/2013 par Monsieur FREDERIC Jérôme, auto entrepreneur, sis 22 allée de la Papellerie à CHAMPIGNEULLES (54250).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'entreprise FREDERIC, sous le n° SAP/791167844.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise FREDERIC sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Prestations de petit bricolage dites « homme toutes mains »,
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 19 mars 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 19 mars 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé du 8 avril 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/791351901 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Madame MISTROT Adeline, auto entrepreneur, à CUSTINES (54670)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 28/03/2013 par Madame MISTROT Adeline, auto entrepreneur, sise 24 allée du Poncée à CUSTINES (54670).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Adeline MISTROT, sous le n° SAP/791351901.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par Adeline MISTROT est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 08 avril 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 8 avril 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé du 11 avril 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/792127961 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Monsieur DEMERSEMAN Maël, responsable de l'Eurl PASSION JARDIN, à SAIZERAIS (54380)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 19/03/2013 par Monsieur DEMERSEMAN Maël, responsable de l'Eurl PASSION JARDIN, sise 3 chemin du Ruisseau à SAIZERAIS (54380).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de PASSION JARDIN, sous le n° SAP/792127961.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par l'Eurl PASSION JARDIN est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 11 avril 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 11 avril 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Arrêté du 16 avril 2013 accordant la qualité de SCOP à la société FERM'ISOL à 54850 MESSEIN

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération,
VU la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production et notamment son article 54,
VU la loi n° 92-643 du 13 juillet 1992 relative à la modernisation des entreprises coopératives,
VU le nouveau code des marchés publics et notamment l'article 54,
VU l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements,
VU le décret n° 87-276 du 16 avril 1987 portant modification du décret n° 79-376 du 10 mai 1978 fixant les conditions d'établissement de la liste des sociétés coopératives ouvrières de production,
VU le décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière de production,
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
VU l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général et notamment son article 17,
VU la demande reçue le 11 avril 2013 à l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, de Madame CHAMPEROUX Eliane, gérante de la SCOP à Responsabilité Limitée et à capital variable « FERM'ISOL » dont le siège social est situé 831 rue Robert Schuman - 54850 MESSEIN,
VU l'avis favorable en date du 10 avril 2013 de la confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production,

ARRETE

Article 1er : La société « FERM'ISOL » visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives de Production.

Article 2 : Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

Article 3 : Elle pourra également bénéficier des dispositions :

- 1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;
- 2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

Article 4 : L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet chargé de mission, le directeur régional adjoint de la DIRECCTE Lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au demandeur.

Nancy, le 16 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre du travail, de l'emploi et de la santé (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS) et, dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).

Décision d'agrément du 26 avril 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association LES PETITS DEBROUILLARDS DU GRAND EST à MAXEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 15 avril 2013 présentées par Monsieur Claude MILLIER Président de l'association LES PETITS DEBROUILLARDS DU GRAND EST – 53 bis rue Lafayette – les Cadières – Entresol M – 54320 MAXEVILLE ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : L'association LES PETITS DEBROUILLARDS DU GRAND EST

53 bis rue Lafayette – les Cadières – Entresol M – 54320 MAXEVILLE

SIRET 449 666 148 000 27 code APE 913E

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 26 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT
ET DU LOGEMENT DE LORRAINE****RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS****Arrêté N° 2013-DREAL-RMN-97 du 19 avril 2013 autorisant la capture à des fins scientifiques ou de sauvetages, le transport et le marquage de spécimens d'espèces animales protégées (chiroptères)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 et L.411-2 et les articles R.411-1 à R.411-14 ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2007-15 du 4 janvier 2007 relatif aux espèces animales non domestiques ainsi qu'aux espèces végétales non cultivées et modifiant le code de l'environnement ;

VU l'arrêté interministériel modifié du 09 juillet 1999 fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 03 décembre 2012 formulée par la Commission de Protection des Eaux, du Patrimoine, de l'Environnement, du Sous-sol et des Chiroptères de Lorraine (CPEPESC-Lorraine) et le dossier présenté au président de la commission faune du Conseil national de protection de la nature ;

VU l'avis favorable sous conditions du Conseil national de la protection de la nature commission faune n°12/1019 en date du 13 janvier 2013 ;

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation porte sur la capture à des fins scientifiques de spécimens de chiroptères protégés ;

CONSIDÉRANT l'intérêt des captures pour la protection de la faune sauvage ;

CONSIDÉRANT l'absence de solution technique alternative à la capture des spécimens, qui soit pertinente et satisfaisante ;

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées citées dans le dossier dans leur aire de répartition naturelle ;

CONSIDÉRANT ainsi que les conditions d'octroi d'une dérogation à l'interdiction de capture avec relâcher de chiroptères protégés se trouvent ici réunies ;

SUR proposition de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ;

A R R E T E

Article 1er : Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est la Commission de Protection des Eaux, du Patrimoine, de l'Environnement, du Sous-sol et des Chiroptères de Lorraine (CPEPESC-Lorraine).

Peuvent intervenir pour son compte, et sous sa responsabilité, les mandataires suivants :

- M. BOREL Christophe
- Mme CHARPENTIER Julie
- M. CHASSATTE Yannick
- M. GAILLARD Matthieu
- M. HANOTEL Rémy
- Mme JOUAN Dorothée
- M. KNOCHEL Alexandre
- M. PIQUET Jérôme

Article 2 : Nature de la dérogation

Les personnes citées à l'article 1er sont autorisées sur la période définie à l'article 6, et pour toutes les espèces de chauves-souris présentes en Lorraine à l'exception des espèces figurant à l'arrêté du 9 juillet 1999 modifié, à déroger aux interdictions :

- de capture et relâcher des spécimens dans un but scientifique ou pour des interventions de sauvetage chez des particuliers sous réserve que l'état de conservation de la population incriminée ne soit pas affecté,

- de transport pour les animaux nécessitant des soins vers un centre de soins,
- de transport des animaux trouvés morts et ce dans le cadre du suivi épidémiologique de la rage ou de la surveillance des mortalités groupées.
La capture temporaire des spécimens peut donner lieu à des opérations de marquages colorés, à des poses de radio-émetteurs ainsi qu'à des prélèvements de poils et de matériel biologique.

Les mandataires désignés à l'article 1 doivent avoir suivi une formation spécifique pour pouvoir effectuer les différentes opérations. Le prélèvement de matériel biologique et la pose de radio-émetteurs ne sont autorisés que pour Mme Dorothée JOUAN et M. Christophe BOREL. Cette dérogation aux interdictions a comme objectifs la protection de la faune, la conservation des habitats, les études scientifiques telles que les inventaires de population, les suivis biométriques et génétiques ou les études éco-éthologiques.

Elle ne couvre pas les interventions dans le cadre de projets (aménagement ou travaux) impliquant un maître d'ouvrage.

Article 3 : Localisation

Les dérogations aux interdictions listées à l'article 2 sont réalisées sur l'ensemble des communes du département de Meurthe et Moselle.

Article 4 : Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des engagements du code de déontologie de la CPEPESC-Lorraine pour le sauvetage et la capture temporaire des chauves-souris.

Il est notamment interdit de réaliser des captures dans une colonie de mise-bas ou d'hibernation (pendant la période du 15 novembre au 1er mars).

Les animaux capturés au filet sont relâchés sur place. Les animaux trouvés morts doivent être transmis au service diagnostic de la rage à Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail à MALZEVILLE (54).

Article 5 : Modalités de suivi

La CPEPESC-Lorraine établit un rapport de synthèse annuel au niveau régional et le transmet avant le 31 mars de chaque année aux Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté et de Lorraine.

Article 6 : Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté et permet la réalisation des activités visées aux articles 2 et 4 jusqu'au 31 décembre 2015.

Article 7 : Autres procédures

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération sus-mentionnée.

Article 8 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2 et 4 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 9 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 10 : Droits de recours et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification,
- par les tiers, dans un délai de 2 mois à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 11 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à la CPEPESC-Lorraine et aux mandataires indiqués à l'article 1 ;
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle ;
- et dont copie sera adressée à :

- * Madame la Sous-préfète de Briey et Messieurs les Sous-préfets de Lunéville et de Toul,
- * Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,
- * Monsieur le Président du Conseil Régional de Lorraine,
- * Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- * Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe et Moselle,
- * Monsieur le Directeur territorial de l'Office national des forêts,
- * Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle,
- * Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique,
- * Monsieur le chef du service départemental de Meurthe et Moselle de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques,
- * Monsieur le chef du service départemental de Meurthe et Moselle de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage.

Metz, le 19 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Régionale,
Par subdélégation,
La Chef du Service Ressources et Milieux Naturels,
Marie-Pierre LAIGRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Unité forêt - chasse

Arrêté n° 194 du 29 avril 2013 fixant les plans de chasse dans le département de Meurthe-et-Moselle pour la campagne 2013/2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;
VU l'arrêté ministériel du 22 janvier 2009 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse et au marquage de gibier ;
VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2000 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse sanglier ;
VU le schéma départemental de gestion cynégétique ;
VU l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle en date du 25 avril 2013 ;
VU l'avis favorable de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 26 avril 2013 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Sur l'ensemble des territoires de chasse du département, le nombre maximum de têtes de grand gibier soumis à plans de chasse qui peuvent être tuées et le nombre minimum de têtes qui doivent être tuées sont fixées comme ci-après.

- hors enclos, au sens de l'article L 424-3 du code de l'environnement :

	Chevreaux	Cerfs	Biches	Jeunes	Total Espèce Cerfs	Sangliers	Cerfs sika	Daims	Mouflons
MINI	6 500	75	75	75	250	4 750	0	0	0
MAXI	14 000	320	400	280	1 000	19 000	25	60	25

- en enclos, au sens de l'article L 424-3 du code de l'environnement :

	Chevreaux	Cerfs	Biches	Jeunes	Total Espèce Cerfs	Sangliers	Cerfs sika	Daims	Mouflons
MINI	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MAXI	50	5	5	5	15	50	20	60	20

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs. Nancy, le 29 avril 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENECHIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE**SOLIDARITE - INSERTION**

Arrêté N° DDSC/SI/2013-05 du 25 mars 2013 portant retrait d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le décret n°2008-1553 du 31 Décembre 2008 relatif à l'exercice à titre individuel de l'activité de MJPM article R. 472-7

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDSC/SI/2011-131 DU 17 octobre 2011 portant agrément de Madame DAHLER Nelly pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.

VU l'arrêté préfectoral N°DDSC/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) ;

VU l'arrêté préfectoral N°DDSC/SI/2012-144 du 03 janvier 2013 complétant et modifiant l'arrêté susvisé du 17 février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

CONSIDERANT que Madame DAHLER Nelly par courrier du 21 septembre 2012 a demandé à cesser son activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs à compter du 30 novembre 2012 pour faire valoir ses droits à la retraite ;

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est retiré à Madame DAHLER Nelly domiciliée 89, avenue de Strasbourg RDC BP 10381 - 54007 NANCY CEDEX pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

Ce retrait vaut radiation de la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort des tribunaux d'instance susmentionnés.

Article 2 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 25 mars 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° DDSC/SI/2013-09 du 18 avril 2013 fixant la liste des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 471-2 et L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;

VU la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures et notamment son article 116, § IV modifiant la loi 2007-308 du 5 mars 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste provisoire des mandataires judiciaires (MJPM) du département de Meurthe et Moselle ;
 VU les arrêtés préfectoraux des 27 mars 2012, 2 juillet 2012, 25 octobre 2012, 30 novembre 2012, et du 03 janvier 2013 modifiant et complétant l'arrêté susvisé du 17 février 2012 fixant la liste provisoire des MJPM de Meurthe et Moselle ;
 VU les autorisations d'ouverture de services accordées aux associations tutélaires (UDAF, AEIM et UTML) en date du 27 octobre 2010 ;
 VU l'autorisation de création d'un service de préposés d'établissement Mandataires Judiciaires à la protection des majeurs par le Centre Psychothérapiques de NANCY ;
 SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté susvisé du 17/02/2012 fixant la liste provisoire des Mandataires Judiciaires à la Protection de Majeurs du département de Meurthe et Moselle ainsi que les arrêtés modificatifs des 27 mars 2012, 2 juillet 2012, 25 octobre 2012, 30 novembre 2012 et 03 janvier 2013 sont abrogés.

Article 2 : La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice est ainsi fixée :

1° Tribunal d'instance de NANCY

1) *Personnes morales gestionnaires de services* :

- Service MJPM de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun 54000 NANCY ;
- Service MJPM de L'Association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux de Meurthe-et-Moselle (AEIM 54), service domicilié 4 allée de l'Alzette 54500 VANDOEUVRE LES NANCY (siège : 6 allée de Saint Cloud 54600 VILLERS LES NANCY) ;
- Service MJPM de l'Union Territoriale Mutualiste Lorraine (UTML – ex UDM), service domicilié 51 rue Emile Bertin 54000 NANCY (siège : 7 rue Lyautey BP 327 54000 NANCY).

2) *Personnes physiques exerçant à titre individuel* :

M. BERNIER Henry	26 rue Lamartine BP 20112 54304 LUNEVILLE CEDEX
Mme BLAISON épouse GRILL Patricia	Bâtiment B 35 ^E impasse de la Brasserie 54700 PONT A MOUSSON
Mme BONS Colette divorcée COULOMBET	470, avenue André Malraux BP 80019 54600 VILLERS LES NANCY
Mme BROCARD épouse PERI Agnès	42, rue Saint Antoine 54136 BOUXIERES AUX DAMES
Mme CASTILLO épouse POCHARD Georgette	27, rue Jean Mermoz 54700 JEZAINVILLE
Mme CHEVALIER épouse ROCHÉ Vinciane	25, rue du Haut du Champ 54330 VITREY
Mme CLAUS MICHON Nadine	BP 62118 54021 NANCY CEDEX
Mme COLIN épouse MARCHAL Anne	BP 80016 54711 LUDRES CEDE
M. DELIEGE Fabrice	26 rue Lamartine BP 20112 54304 LUNEVILLE CEDEX
M. DIVOUX Rémi	BP 30026 54202 TOUL
Mme FORFERT épouse HAZOTTE Lise	BP 40021 54271 ESSEY LES NANCY CEDEX
Mme GERARD épouse SESMAT Caroline	BP 40162 54706 PONT A MOUSSON
Mme HANNEQUIN épouse COLSON Hélène	BP 63010 SEICHAMPS 54272 ESSEY LES NANCY
Mme KUBLER épouse MARTIN Dominique	BP 1 54230 NEUVES MAISONS
Mme LEMARQUIS divorcée BUGNOT Brigitte	BP 60063 54303 LUNEVILLE CEDEX
Mme MANDUAKILA épouse SOLA Elise	BP 50088 54601 VILLERS LES NANCY
Mme MORLOT Catherine	BP 61094 54523 LAXOU CEDEX
Mme PANTALACCI épouse MAYEUR Danielle	160, rue de l'Améthyste 54320 MAXEVILLE
Mme PETRY Patricia	470, avenue André Malraux BP 80019 54600 VILLERS LES NANCY
M. PIGEON Pierre	BP 40545 54008 NANCY CEDEX
Mme RACIBOR épouse COFFION Marie-Claire	42, rue Alexandre III 54170 COLOMBEY LES BELLES
Mme REGNIER épouse VILLA Claudine	14, rue de Clauselle 54990 XEUILLEY
Mme ROBAINE Marina	107, rue Jules Ferry BP 4 54230 NEUVES MAISONS
M. TRAINA Antoine	26 rue Lamartine BP 20112 54304 LUNEVILLE CEDEX
Mme URIOT épouse DE SOUSA Brigitte	BP 20037 54170 LUDRES

3) *Personnes physiques et services préposés d'établissement* :

Mme URIOT épouse DE SOUSA Brigitte	- CHU NANCY 29 avenue de Lattre de Tassigny CO N°34 54035 NANCY CEDEX pour : - Hôpital Saint Julien 1, rue Foller NANCY et - Hôpital Stanislas NANCY
Mme DONNOT épouse GIRARD Agnès	- Centre de Moyen séjour 1, rue Louis Pasteur 54760 FAULX
Mme MAIRE Marielle	- Centre hospitalier intercommunal de POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE pour : - Les maisons de retraite de la Salle et de l'avant-garde et la structure Notre Chaumière de POMPEY et - La maison de retraite Beaudinet de Courcelles de LAY SAINT CHRISTOPHE - CAPS - Carrefour d'Accompagnement Public Social 4, rue Léon Parisot 54110 ROSIERES AUX SALINES et pour les établissements et services suivants :

Mme BRULLIARD Véronique	- FAS Rosières aux Salines - MAS (EPCPH) Rosières aux Salines - SAT avec ou sans SA des secteurs de Blainville, Dombasle, Rosières aux salines, St Nicolas de Port, Varangéville - FH et FAS d'Angomont
Mme RUSE épouse CHACHAY Emmanuella	- FAS Badonviller, FAS EPC Blâmont, FAS EPC Cirey, FAS Lunéville et FAS accueil de jour Lunéville, - SA Badonviller et Lunéville Et par convention - Centre Hospitalier de Lunéville comprenant la maison de retraite Saint Charles et l'unité de soins longue durée 53 rue de Villers 54300 LUNEVILLE et la maison de retraite Stanislas 2 rue Level 54300 LUNEVILLE
Mme FRICADEL Amélia	- FAS CAPS Thiaucourt, FAS EPC Thiaucourt, Mont-Bonvillers, - FH/SAT Dombasle et Rosières aux Salines - FAS de jour et FI d'Essey les Nancy - SAT avec ou sans SA du secteur de Nancy et Environs
Mme MEUNIER Virginie	- FAS/FH Rosières aux Salines et Dombasle - Familles d'accueil
Mme REGNIER épouse VILLA Claudine	- Centre Jacques Parisot 54550 BAINVILLE SUR MADON
Mme STRUB épouse BRENOT Nelly	- Maison de retraite St François d'Assise 69, avenue du Général Leclerc 54701 PONT A MOUSSON Et par convention : - Maison de retraite Sainte Sophie 54470 THIAUCOURT
Mme MICHEL épouse LAURENT Isabelle	- Maison de retraite 1, ruelle au Jard - 54830 GERBEVILLER Et par convention : - Maison de retraite EHPAD « vivre » rue du Pâquis des toiles 54110 ROSIERES AUX SALINES
Service de préposés d'établissement	- Centre Psychothérapique de NANCY BP 11010 54521 LAXOU CEDEX Et par convention : - Centre Hospitalier 3, rue du Jeu de Paume 54210 SAINT NICOLAS DE PORT - Centre Hospitalier 1, cours Raymond Poincaré 54201 TOUL

2° Tribunal d'instance de LUNEVILLE

1) Personnes morales gestionnaires de services :

- Service MJPM de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun 54000 NANCY ;
- Service MJPM de L'Association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux de Meurthe-et-Moselle (AEIM 54), service domicilié 4 allée de l'Alzette 54500 VANDOEUVRE LES NANCY (siège : 6 allée de Saint Cloud 54600 VILLERS LES NANCY) ;
- Service MJPM de l'Union Territoriale Mutualiste Lorraine (UTML – ex UDM), service domicilié 51 rue Emile Bertin 54000 NANCY (siège : 7 rue Lyautey BP 327 54000 NANCY).

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

M. BERNIER Henry	26 rue Lamartine BP 20112 54304 LUNEVILLE CEDEX
Mme BONS Colette divorcée COULOMBET	470, avenue André Malraux BP 80019 54600 VILLERS LES NANCY
Mme CLAUS MICHON Nadine	BP 62118 54021 NANCY CEDEX
M. DELIEGE Fabrice	26 rue Lamartine BP 20112 54304 LUNEVILLE CEDEX
M. DIVOUX Rémi	BP 30026 54202 TOUL
Mme FORFERT épouse HAZOTTE Lise	BP 40021 54271 ESSEY LES NANCY CEDEX
Mme GERARD épouse SESMAT Caroline	BP 40162 54706 PONT A MOUSSON
Mme HANNEQUIN épouse COLSON Hélène	BP 63010 SEICHAMPS 54272 ESSEY LES NANCY
Mme KUBLER épouse MARTIN Dominique	BP 1 54230 NEUVES MAISONS
Mme LEMARQUIS divorcée BUGNOT Brigitte	BP 60063 54303 LUNEVILLE CEDEX
Mme MORLOT Catherine	BP 61094 54523 LAXOU CEDEX
Mme PETRY Patricia	470, avenue André Malraux BP 80019 54600 VILLERS LES NANCY
M. PIGEON Pierre	BP 40545 54008 NANCY CEDEX
Mme RACIBOR épouse COFFION	42 rue Alexandre III 54170 COLOMBEY LES BELLES
Mme ROBAINE Marina	107, rue Jules Ferry BP 4 54230 NEUVES MAISONS
M. TRAINA Antoine	26 rue Lamartine BP 20112 54304 LUNEVILLE CEDEX
Mme URIOT épouse DE SOUSA Brigitte	BP 20037 54170 LUDRES

3) Personnes physiques et services préposés d'établissement :

Mme RUSE épouse CHACHAY Emmanuella	- CAPS - Carrefour d'Accompagnement Public Social 4, rue Léon Parisot 54110 ROSIERES AUX SALINES et pour les établissements et services suivants : - FAS Badonviller, FAS EPC Blâmont, FAS EPC Cirey, FAS Lunéville et FAS accueil de jour Lunéville, - SA Badonviller et Lunéville Et par convention : - Centre Hospitalier de Lunéville comprenant la maison de retraite Saint Charles et l'unité de soins longue durée 53 rue de Villers 54300 LUNEVILLE et la maison de retraite Stanislas 2 rue Level 54300 LUNEVILLE
Mme ANTOINE épouse SEIGNE Marie-Pierre	- Hôpital 3H Santé 62 rue Raymond Poincaré 54480 CIREY SUR VEZOUZE et pour les établissements de - Hôpital 3H Santé 17, rue Voise - 54450 BLAMONT - Maison de retraite (hôpital 3h santé) 6, rue Chanzy 54540 BADONVILLER
Mme MICHEL épouse LAURENT Isabelle	- Maison de retraite 1, ruelle au Jard 54830 GERBEVILLER Et par convention - maison de retraite EHPAD « vivre » rue du Pâquis des toiles 54110 ROSIERES AUX SALINES
Service de préposés d'établissement	- Centre Psychothérapique de NANCY BP 11010 54521 LAXOU CEDEX Et par convention - Centre Hospitalier 3, rue du Jeu de Paume 54210 SAINT NICOLAS DE PORT

3° Tribunal d'instance de BRIEY

1) Personnes morales gestionnaires de services :

- Service MJPM de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun 54000 NANCY ;
- Service MJPM de L'Association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux de Meurthe-et-Moselle (AEIM 54), service domicilié 4 allée de l'Alzette 54500 VANDOEUVRE LES NANCY (siège : 6 allée de Saint Cloud 54600 VILLERS LES NANCY) ;
- Service MJPM de l'Union Territoriale Mutualiste Lorraine (UTML – ex UDM), service domicilié 51 rue Emile Bertin 54000 NANCY (siège : 7 rue Lyautey BP 327 54000 NANCY).

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

M. BALTZ Livier	BP 23 54801 LABRY
Mme CLAUS MICHON Nadine	BP 62118 54021 NANCY CEDEX
Mme GERARD épouse SESMAT Caroline	BP 40162 54706 PONT A MOUSSON

3) Personnes physiques et services préposés d'établissement :

Mme BRULLIARD Véronique	- CAPS - Carrefour d'Accompagnement Public Social 4, rue Léon Parisot 54110 ROSIERES AUX SALINES et pour les établissements et services suivants : - FAS Rosières aux Salines - MAS (EPCPH) Rosières aux Salines - SAT avec ou sans SA des secteurs de Blainville, Dombasle, Rosières aux salines, St Nicolas de Port, Varangéville - FH et FAS d'Angomont
Mme RUSE épouse CHACHAY Emmanuella	- FAS Badonviller, FAS EPC Blâmont, FAS EPC Cirey, FAS Lunéville et FAS accueil de jour Lunéville, - SA Badonviller et Lunéville Et par convention : - Centre Hospitalier de Lunéville comprenant la maison de retraite Saint Charles et l'unité de soins longue durée 53 rue de Villers 54300 LUNEVILLE et la maison de retraite Stanislas 2 rue Level 54300 LUNEVILLE
Mme FRICADEL Amélia	- FAS CAPS Thiaucourt, FAS EPC Thiaucourt, Mont-Bonvillers - FH/SAT Dombasle et Rosières aux Salines - FAS de jour et FI d'Essey les Nancy - SAT avec ou sans SA du secteur de Nancy et Environs
Mme MEUNIER Virginie	- FAS/FH Rosières aux Salines et Dombasle - Familles d'accueil
Mme VOLCKAERT	Par convention avec le CHR Metz Thionville - Centre Hospitalier Maillot 31 ave Albert de Brie BP 70099 54151 BRIEY
Mme DI LIBERTO Barbara	- Centre hospitalier ALPHA SANTE 4, rue Alfred Labbé 54350 MONT SAINT MARTIN et pour - la Maison de retraite Pasteur à VILLERUPT - la Maison de retraite Les Peupliers à VILLERUPT - la Maison de retraite La résidence à MONT ST MARTIN

Service de préposés d'établissement	- Centre Psychothérapique de NANCY BP 11010 54521 LAXOU CEDEX Et par convention : - Centre Hospitalier 3, rue du Jeu de Paume 54210 SAINT NICOLAS DE PORT
-------------------------------------	--

Article 3 : La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle aux prestations sociales versées aux adultes ou de la mesure d'accompagnement judiciaire est ainsi fixée :

1) *En qualité de services :*

- Service MJPM de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun 54000 NANCY

2) *Personnes physiques exerçant à titre individuel :*

- Néant

3) *Personnes physiques et services préposés d'établissement :*

- Néant

Article 4 : La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles en qualité de délégués aux prestations familiales par les juges pour exercer des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial, est ainsi fixée :

1) *En qualité de services :*

- Service délégués aux prestations familiales de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun 54000 NANCY

2) *Personnes physiques exerçant à titre individuel :*

- Mme ROBAIN Marina BP 4 54230 NEUVES MAISONS

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;

- aux procureurs de la République près le tribunal de grande instance de Nancy et Briey ;

- aux juges des tutelles des tribunaux d'instance de Nancy, Lunéville et Briey ;

- aux juges des enfants des tribunaux de grande instance de Nancy et Briey.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle, soit hiérarchique auprès du Ministère des affaires sociales et de la santé, dans les deux mois suivant la notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière CO 38 - 54038 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 avril 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Arrêté du 18 avril 2013 portant agrément de l'Union Fédérale des Consommateurs Que-Choisir de NANCY et environs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la consommation, articles L.411-1 à 422-3 et R 411-1 à 422-10 ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juin 1988 relatif à l'agrément des organisations de défense des consommateurs ;

VU la demande déposée par l'union fédérale des consommateurs que-choisir de Nancy et environs (UFC – Que Choisir) en date du 19 janvier 2013 ;

VU l'avis favorable du procureur général près la cour d'appel de Nancy ;

SUR le rapport de la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'union fédérale des consommateurs Que Choisir de Nancy et environs (UFC – Que Choisir) est agréée pour exercer l'action civile dans le cadre des dispositions du code de la consommation, art. L.411-1 à L.422-3 et R.411-1 à R.422-10.

Article 2 : Le présent agrément est accordé pour une période de 5 années, sous réserve de l'application des dispositions des articles R.411-6 et R.411-7 du code de la consommation.

Article 3 : La directrice départementale de la protection des populations est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 avril 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

ACADEMIE DE NANCY-METZ

Arrêté du 2 avril 2013 portant recrutement de quatre adjoints administratifs de 2ème classe du ministère de l'Education Nationale et de l'enseignement supérieur, par la voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat (PACTE)

La Rectrice de l'Académie de NANCY-METZ,
Chancelière des Universités de Lorraine,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU l'arrêté du 7 novembre 1985 modifié portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de certains personnels des services extérieurs du ministère de l'Education Nationale ;

VU le décret n° 90-713 du 1er août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;

VU l'ordonnance n° 2005-901 du 2 août 2005 instituant une nouvelle voie d'accès dans les corps et cadres d'emplois de la catégorie C par un contrat de droit public donnant vocation à être titularisé et dénommé PACTE (parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat) ;

VU le décret n° 2005-902 du 2 août 2005 pris pour l'application de l'article 22 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU l'arrêté du 11 Mars 2013 autorisant au titre de l'année 2013 l'ouverture de recrutement d'adjoints administratifs de 2ème classe de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur par voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'Etat (PACTE) et fixant le nombre de postes offerts à ce recrutement ;

ARRETE

Article 1er : Quatre recrutements d'adjoints administratifs de 2ème classe du ministère de l'Education Nationale et de l'enseignement supérieur, par la voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat (PACTE), sont ouverts dans l'Académie de Nancy - Metz au titre de l'année 2013.

Article 2 : Le PACTE est un contrat de droit public, d'une durée de 12 à 24 mois, qui alterne formation et activité professionnelle et comporte une période d'essai de 2 mois. Son bénéficiaire a vocation à être titularisé au vu de son aptitude professionnelle et de son parcours de formation.

Article 3 : Le nombre de postes à pourvoir est fixé à 4 pour les adjoints administratifs.

Article 4 : Implantations : département de Meurthe et Moselle

Article 5 : Attributions : adjoint administratif : tâches administratives d'exécution comportant la connaissance et l'application de règlements administratifs ; fonctions de secrétariat ou de gestion dans un collège, un lycée ou dans un service déconcentré.

Article 6 : Bénéficiaires : Jeunes de 16 à 25 ans révolus, de nationalité française ou ressortissants d'un des états membres de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen, sortis du système éducatif sans diplôme et sans qualification professionnelle reconnue ou dont le niveau du diplôme est inférieur au niveau IV (Baccalauréat).

Article 7 : Inscriptions :

- Auprès du Pôle Emploi du lieu de domicile
- Joindre un descriptif du parcours antérieur de formation et, le cas échéant, de l'expérience professionnelle.
- Date limite de dépôt de candidature :

Jusqu'au 31 mai 2013 (le cachet de la poste faisant foi)

Tout renseignement peut être obtenu par téléphone au :

03.83.86.20.85 ou par courrier

adressé à la :

DPAE 1

2 rue Philippe de Gueldres

C.O. n° 30013

54035 NANCY CEDEX

Article 8 : Une commission académique auditionnera les candidats sélectionnés au cours du mois de juin 2013.

Article 9 : Le Secrétaire Général de l'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 2 avril 2013

Pour la Rectrice et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Eugène KRANTZ

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES

Délégation de signature 2013-04-22 du 22 avril 2013

Monsieur Bernard DUPONT, Directeur général, Président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Eliane TOUSSAINT, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de la formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Madame Diane PETTER, directrice des ressources humaines, à Monsieur Philippe BOUC, directeur adjoint des ressources humaines et à Monsieur Alexis THOMAS, directeur adjoint des ressources humaines pour signer en son nom et place, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Article 3 : En l'absence de Madame Diane PETTER, de Monsieur Philippe BOUC et de Monsieur Alexis THOMAS, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Madame Eliane TOUSSAINT.

Article 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux directeurs suivants :

- Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ
- Monsieur Philippe BOUC
- Madame Françoise BRUNEAUD
- Monsieur Florent CAVELIER
- Monsieur Jacques DUDREUILH

- Monsieur Mickaël DUWOYE
- Madame Vanina DUWOYE
- Monsieur Ahmed EL-BAHRI
- Madame Maud FERRIER
- Monsieur Jérôme GOEMINNE
- Madame Clémence MAINPIN
- Madame Diane PETTER
- Monsieur Olivier de PESQUIDOUX
- Madame Aurélie PRETAT
- Madame Liliane ROUX
- Monsieur Alexis THOMAS
- Madame Julie THUILLEAUX
- Madame Françoise de TOMMASO
- Madame Laurence TOURRE
- Madame Laurence VERGER
- Madame Isabelle VIRION
- Monsieur Philippe WERNERT

b) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux notateurs N1, N2 et N3 listés sur le Portail sécurisé INTRANET du CHU de Nancy/page 2 applications sécurisées/entretiens annuels. Dans ce cadre strict, une délégation de signature leur est accordée à ce titre et découle uniquement de ce dispositif.

c) à Madame Diane PETTER pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux directeurs des soins et aux cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de reformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : En matière de gestion administrative des écoles et instituts du CHU, donne délégation de signature aux directeurs des soins et cadres supérieurs de santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Monsieur Alain VIAUX pour l'Institut de Formation des Cadres de Santé
- Madame Sabine LARDIN pour l'Institut de Formation Régional des Ambulanciers
- Madame Sylvia PERRIN OZZA pour l'Institut de Formation des Aides Soignants
- Madame Véronique PIERSON pour l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Lionnois
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN pour l'Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale et pour l'école de Puériculture
- Madame Marie-Christine SCHONS pour l'école d'Infirmiers de Bloc Opératoire et Institut de formation de Soins Infirmiers de Brabois
- Monsieur Gérard THOMAS pour l'école d'Infirmiers Anesthésistes
- Madame Marie-France GAUROIS pour l'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture

Article 7 : Donne délégation à Madame Françoise ABEL, Madame Judith VARIN, Monsieur Nicolas SAUFFROY, Monsieur Patrick ALBERT et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG, Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Françoise ABEL et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Patrick ALBERT et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud, Attachés d'Administration Hospitalière, et Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

Article 8 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Madame Diane PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Une délégation secondaire est également donnée à Monsieur Philippe BOUC, Directeur adjoint et Monsieur Alexis THOMAS, Directeur adjoint ainsi qu'en l'absence de ces derniers à Madame Eliane TOUSSAINT.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 9 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 10 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 11 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle. Nancy, le 22 avril 2013

Le Directeur général,
Président du directoire,
Bernard DUPONT

Les bénéficiaires de la délégation de signature (engagement des dépenses) :

- Eliane TOUSSAINT
- Diane PETTER
- Philippe BOUC
- Alexis THOMAS

L'AUTRE CANAL

Décision n° 64-2013 du 25 mars 2013 portant tarification des concerts : Avril – Mai – Juin 2013

VU la Loi N° 2002-6 du 4 janvier 2002, relative à la création d'Etablissements Publics de Coopération Culturelle,
VU le décret N° 2002-1172 du 11 septembre 2002, relatif aux Etablissements Publics de Coopération Culturelle, et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la Loi N° 2006-723 du 22 juin 2006, modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales et la Loi N° 2002-6 du 4 janvier 2002, relative à la création d'Etablissements Publics de Coopération Culturelle,
 VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2006, relatif à la création de l'E.P.C.C. « L'Autre Canal »,
 VU les statuts de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » du 7 décembre 2006,
 VU la délibération N° 18-2006, validée par le Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. « L'Autre Canal » du 19 décembre 2006,

Il est convenu ce qui suit :

Article unique : Mme Isabelle CHAIGNE, Directrice de L'Autre Canal, fixe les tarifs suivants pour la programmation des manifestations publiques pour Avril, Mai, Juin 2013. Ces derniers ont été déterminés dans le but d'optimiser la fréquentation de la structure et en tenant compte de la réalité économique du secteur.

2013	Activité	Nom de la soirée	Prévente Tarif Réduit *	Prévente Tarif Plein	Sur place Tarif Plein	Sur place Tarif Réduit *
Avril						
02	Concert	The Popopopops	-	5,00 €	5,00 €	-
03	Concert	Stephan Eicher	27,00 €	30,00 €	33,00 €	-
05	Concert	Paul Personne + Greenwich Cavern	21,00 €	24,00 €	27,00 €	-
06	Concert	Abstract Sound Project + Spitzer + Mr No + John Lord Fonda & Veronika Nikolic + Rise & Fool	9,00 €	12,00 €	15,00 €	-
11	Concert 1	Concrete Knives + Aline	9,00 €	12,00 €	15,00 €	-
11	Concert 2	Mickaël Miro	17,00 €	20,00 €	23,00 €	-
12	Concert	Olivia Ruiz	26,00 €	29,00 €	32,00 €	-
13	Concert	Gojira + Vader + The Ocean + Melechesh + The CNK + Hypno5e + Expect Anything + La Horde	22,00 €	25,00 €	28,00 €	-
18	Concert	1995 + MTB Crew	19,00 €	22,00 €	25,00 €	-
19	Concert	Medine + Mesrine + 6tématik	18,00 €	21,00 €	24,00 €	-
23	Concert	Tom & Jerry	3,00 €	5,00 €	5,00 €	3,00 €
25	Concert	Tom & Jerry	3,00 €	5,00 €	5,00 €	3,00 €

2013	Activité	Nom de la soirée	Prévente Tarif Réduit *	Prévente Tarif Plein	Sur place Tarif Plein	Sur place Tarif Réduit *
27	Concert	Les Rapaces	15,00 €	18,00 €	21,00 €	-
Mai						
07	Concert	The soul rebels + Heymoonshaker	17,00 €	20,00 €	23,00 €	-
17	Concert	Nancy is burning 2	-	5,00 €	5,00 €	-
23	Concert	Kery James	21,00 €	24,00 €	27,00 €	-
24	Concert	Sutcliffe + Clo	15,00 €	18,00 €	21,00 €	-
25	Concert	La fanfare en pétard + DJ Oriska	5,00 €	8,00 €	11,00 €	-
30	Concert	Benjamin Biolay	27,00 €	30,00 €	33,00 €	-
Juin						
08	Concert	Mell & King Automatic + Les Chênes truffiers + Oreille Synchronique	7,00 €	10,00 €	10,00 €	7,00 €
09	Concert	Gala street junior	-	5,00 €	5,00 €	-

(*) Le tarif réduit est accordé, uniquement en prévente, aux étudiants, aux titulaires de la carte Jeunes Nancy Culture, aux adhérents FNAC, aux détenteurs de la carte bancaire Caisse d'Epargne et aux bénéficiaires des minima sociaux dans la limite d'un quota disponible et avec la condition d'une présentation des justificatifs à l'entrée de la salle.

Pour les concerts des mardi 23 avril et jeudi 25 avril 2013, le tarif réduit ne s'adresse qu'aux enfants de moins de 12 ans.

Un tarif à 3 € existe en plus sur tous les concerts. Ces billets sont exclusivement vendus à des structures sociales ou socioculturelles, à destination de leurs usagers.

Informations spécifiques :

L'Autre Canal accepte la carte Multipass Lorraine comme mode de paiement (10 € crédités par le Conseil Régional de Lorraine sur une carte remise à chaque lycéen de la région).

Nancy, le 25 mars 2013

L'Ordonnateur,
 Isabelle CHAIGNE
 Directrice de L'Autre Canal

